

Relations inter-maghrebines

LE MONDE — Jeudi 10 mai 1984

Silence prudent à Tunis

Les dirigeants tunisiens observent toujours, ce mercredi 9 mai, en fin de matinée, un silence prudent à la fois sur les événements de Tripoli, bien qu'ils aient été indirectement mis en cause par l'agence de presse libyenne Jana, et sur l'arrestation mardi de trois gardes-frontières, à bord de leur véhicule, par les autorités libyennes, près de Ras-Jedir, à la frontière des deux pays. L'agence TAP s'est contentée d'annoncer que Tunis a entrepris des démarches auprès de Tripoli pour obtenir leur libération.

Mardi soir, Radio-Tunis n'avait même pas annoncé la tentative d'attentat contre le colonel Kadhafi. Les dirigeants tunisiens, qui avaient reproché à Radio-Tripoli ses interventions et ses commentaires intempestifs lors des « émeutes du pain » en Tunisie, en janvier, attendaient sans doute, conformément à un accord entre les deux pays, d'avoir eu un contact avec le colonel Kadhafi avant de réagir officiellement, ce qui ne les empêche pas d'avoir leur propre analyse de la situation.

Deux pays sont implicitement visés par les accusations libyennes : le Soudan, d'abord, puisque l'homme qui a été tué, Abdel Kader Saïd, était porteur d'un passeport soudanais au nom d'Ahmad Hawas — de même que ses compagnons, — la Tunisie, ensuite, dans la mesure où Abdel Kader Saïd est accusé d'être passé plusieurs fois par Tunis. Dans les milieux politiques tunisiens, on souligne qu'il s'agit essentiellement d'une affaire entre Libyens, même si le Soudan, qui a de très mauvais rapports avec Tripoli, a pu estimer que son aide aux opposants du colonel Kadhafi n'était qu'une réponse du berger à la bergère.

On note aussi que les autorités libyennes ont fermé les frontières, annulé le vol de l'avion qui devait quitter Tripoli pour Tunis mardi (et sans doute aussi d'autres vols), après avoir décidé de « n'autoriser aucun citoyen arabe à quitter le territoire libyen ». On estime, enfin, dans les milieux politiques tunisiens que la brutalité des réactions des responsables libyens prouve que l'alerte a été grave — ce n'est pas la première tentative de coup d'Etat contre le régime du colonel Kadhafi — et qu'ils l'ont prise au sérieux.

P. B.

LE MONDE — Vendredi 11 mai 1984

Tunis et Londres se défendent d'être intervenus dans les événements de Tripoli

La Tunisie a opposé officiellement, le mercredi 9 mai, un démenti catégorique aux informations faisant état de l'infiltration, depuis son territoire, de commandos armés qui seraient à l'origine des événements de mardi à Tripoli. Dans une mise au point, le ministère tunisien des affaires étrangères dément que son territoire ait servi de « lieu de départ » ou de « base » à un quelconque acte d'agression contre la Libye. Le ministère tunisien estime que ce qui s'est produit en Libye « est une affaire purement intérieure ».

Evoquant implicitement les déclarations en provenance de Tripoli, selon lesquelles les commandos armés à l'origine de la fusillade sanglante à Tripoli auraient franchi la frontière entre la Tunisie et la Libye, le communiqué officiel tunisien estime « regrettable » le comportement de « certaines » autorités libyennes, responsables des frontières.

Ce comportement « laisse apparaître une tendance à créer un climat de tension entre les deux pays et à mêler la Tunisie dans une affaire avec laquelle elle n'a rien à voir », affirme le communiqué tunisien. La situation est « entièrement calme » à la frontière tuniso-libyenne, où la surveillance a cependant été renforcée au lendemain de la capture dans cette zone de trois gendarmes tunisiens par les forces libyennes. On croit savoir de bonne source que M. Mahmoud Mestiri, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a entrepris des démarches dès mardi auprès des autorités libyennes pour obtenir la libération des trois gendarmes.

D'autre part, Abou Iyad, membre du comité central du Fath, a catégoriquement démenti, mercredi, à Tunis que des Palestiniens aient participé à l'attaque du commando. « Ce sont des accusations ridicules qui ne méritent pas de réponses. Nous n'avons aucune relation avec ce qui se passe en Libye. La révolution palestinienne a pour principe de ne jamais se mêler des affaires internes d'un autre pays », a-t-il déclaré.

A Londres, le gouvernement britannique a « rejeté totalement » les accusations formulées par la Libye sur la participation de Londres aux événements. La Grande-Bretagne, a ajouté le ministère, n'intervient pas dans les affaires internes des autres pays, et « n'apporte aucun soutien aux activités du Front national pour le salut de la Libye » (FNSL).

Dans le cadre de l'enquête sur la fusillade du 17 avril au cours de laquelle un agent féminin de la police londonienne a été tué, un expert, nous signale notre correspondant à Londres, a déclaré que les coups de feu tirés depuis les fenêtres du « bureau du peuple libyen » pouvaient provenir de deux armes, et non d'une seule comme on l'avait cru précédemment. En outre, un nouveau témoin a fait savoir qu'il avait prévenu la police après avoir entendu un membre du « bureau » dire le matin même qu'il y allait avoir un « affrontement » durant la manifestation organisée par des opposants au régime du colonel Kadhafi.

LE MONDE — Vendredi 18 mai 1984

Tunisie

TUNIS A RAPPELÉ SON AMBASSADEUR A TRIPOLI

Tunis (Reuter). — La Tunisie a rappelé, mercredi 16 mai, son ambassadeur en Libye, pour protester contre les efforts des autorités libyennes pour l'impliquer dans le coup de force d'un commando d'opposants au colonel Kadhafi, le mardi 8 mai à Tripoli.

Les autorités libyennes ont affirmé que le commando s'est infiltré en Libye à partir du territoire tunisien et ont mis en garde la Tunisie contre « le grave danger » pour les relations entre les deux voisins que représenterait l'utilisation du terri-

toire tunisien pour des « attaques terroristes ».

De son côté, Tunis a démenti les affirmations libyennes, accuse la Libye d'avoir délibérément enlevé trois gardes nationaux tunisiens, et dénonce les « conséquences graves » de l'« escalade » des organes de presse officiels libyens.

Après l'annonce de la décision du président Bourguiba de rappeler son ambassadeur à Tripoli, l'agence de presse tunisienne a annoncé, mercredi, l'expulsion de Libye d'une cinquantaine de travailleurs tunisiens.

Des informations non confirmées officiellement font état de concentrations de troupes libyennes à la frontière commune. De source informée tunisienne, on fait même état d'escarmouches entre unités libyennes et tunisiennes, mardi, à la frontière.

Libye/Tunisie Pour Tripoli, le complot du 8 mai contre Kaddafi est parti de l'ouest. A Tunis, on cherche à banaliser ce nouvel accès de fureur.

Haute tension

de notre envoyé spécial à Tunis, Abdelaziz Dahmani

Les relations tuniso-libyennes ont connu une folle semaine depuis l'annonce à Tripoli, le mardi 8 mai, de l'échec d'un complot contre Kaddafi, fomenté selon lui « par les Américains, les Anglais, les Soudanais avec, pour base de départ, la Tunisie ». Des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes libyennes, notamment à Tripoli et Benghazi, demandant les plus sévères châtiments contre les gouvernements de Tunisie et du Soudan.

A Tunis, on a cherché à banaliser ce nouvel accès de fureur. Des ordres stricts ont été donnés aux organes d'information, leur enjoignant de ne pas répondre aux provocations. Et l'on continue même à servir « de la Libye sœur... » Entre-temps les Libyens ont expédié vers les frontières une première vague d'expulsés (une cinquantaine), alors que d'autres Tunisiens subissaient perquisitions et arrestations, comme des dizaines de Palestiniens, toutes tendances confondues. Abou Iyad, numéro deux de l'OLP, a carrément traité les accusations libyennes de « ridicules ». Qu'il ait tenu ce langage « irrespectueux » à Tunis n'a fait qu'attiser la colère en Libye. C'est ainsi qu'à Benghazi la radio locale a diffusé des déclarations d'opposants tunisiens qui se sont présentés comme des « fellaghas » (combattants) prêts « à aider à châtier la trahison du gouvernement tunisien ». Mais l'accent de ces pseudo-tunisiens n'a trompé personne...

L'un des moments les plus chauds de cette semaine de tension a été, dans l'après-midi du jeudi 10 mai, la transmission d'un message de Kaddafi. M. Fezzani Jomaa, haut représentant de Libye en Tunisie, a demandé à M. Mahmoud Mestiri, secrétaire général des Affaires étrangères, que lui soit remis dans les deux heures l'un des membres du commando qui, ayant pris la fuite, se serait réfugié au consulat de Tunisie à Tripoli. A l'expiration de cet ultimatum, le gouvernement libyen ne répondrait plus de rien quant à une éventuelle occupation du consulat et de l'ambassade de Tunisie par les « forces populaires libyennes ». Le gouvernement tunisien a jugé inacceptable le ton du message et les menaces, tout en affirmant qu'aucun Libyen ne s'était réfugié au consulat de Tunisie. Par contre, il n'a cessé de réclamer la restitution de gardes frontières arrêtés par les Libyens le mardi 8 mai, bien à l'intérieur du territoire tunisien.

Les deux heures d'attente ont été très longues à Tunis. Le pire a été envisagé avec, en mémoire, l'opération des otages américains à Téhéran. La police nationale a pris à son tour position autour de l'ambassade libyenne pour la « protéger contre une possible réaction des foules tunisiennes au cas où, à Tripoli... »

Finalement, rien ne s'est passé au bout des deux heures. Le gouvernement tunisien a alors fait part de son étonnement devant la per-

sistance des affirmations libyennes impliquant la Tunisie et cherchant à faire croire que son territoire avait servi de base de départ au commando.

La modération des officiels tunisiens, surtout préoccupés par des problèmes intérieurs, a eu le mérite de décontenancer les Libyens. Même si les choses ont failli rebondir le dimanche 13 mai. Kaddafi devait ce jour-là tenir un grand meeting à Tripoli. Une foule nombreuse a longuement attendu le colonel qui n'est finalement pas venu. Elle s'est alors déversée dans les rues, demandant « que la guerre soit déclarée au Soudan et à la Tunisie ».

Comme la radio libyenne est très écoutée en Tunisie, les commentaires vont bon train. « Kaddafi a tort de prendre la Tunisie pour le Tchad. Même si on ne partage pas toutes les initiatives du gouvernement, Mouammar nous trouvera bien résolu devant lui », m'a dit un paisible consommateur dans un café de Tunis.

En attendant, c'est l'armée qui a renforcé ses positions au Sud. Mais on ne croit pas vraiment à une autre guerre que verbale. ■

Tunisie**Prétextant une « bavure »****LA LIBYE VA LIBÉRER LES
TROIS GENDARMES TUNI-
SIENS CAPTURÉS LE 8 MAI***(De notre correspondant.)*

Tunis. — La tension tuniso-libyenne semble devoir se résorber d'une façon aussi imprévisible qu'elle était montée à la suite de l'attaque de la caserne Azizia de Tripoli le 8 mai. Après un dialogue de sourds de deux semaines, marqué par une série d'accusations libyennes aussitôt réfutées par les dirigeants tunisiens, le régime du colonel Kadhafi paraît s'être décidé à faire marche arrière.

Alors que l'incertitude planait encore sur les intentions de Tripoli, M. Ali Abdessalem Triki, chef de la diplomatie libyenne, s'est engagé dimanche 20 mai à faire libérer « incessamment », les trois membres de la garde nationale (gendarmerie) capturés à la frontière le jour même de l'attaque du commando d'opposants au « guide de la révolution ».

M. Triki était venu à Tunis assister à une session extraordinaire de la Ligue arabe consacrée essentiellement à l'escalade de la crise dans le Golfe et avait demandé à rencontrer son collègue tunisien, M. Beji Caid Essebsi. C'est grâce à une action de conciliation du ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Charah, que l'entretien a pu se dérouler. Selon des sources diplomatiques arabes, le représentant du colonel Kadhafi serait revenu sur les accusations portées ces derniers jours contre la Tunisie selon lesquelles les auteurs de la fusillade de Tripoli seraient venus de son territoire. Il aurait assuré ses interlocuteurs que cet épisode n'était qu'une « bavure », qu'il y avait eu « excès de zèle » de quelques organismes populaires et que son pays souhaitait « poursuivre la coopération avec la Tunisie sœur » selon le calendrier prévu.

La Tunisie, qui a affirmé à plusieurs reprises qu'elle n'avait strictement rien à voir avec « les événements purement intérieurs » libyens, a posé comme première condition à l'assainissement de l'atmosphère la libération de ses trois gardes nationaux et l'arrêt de la campagne hostile menée par les moyens d'information libyens. Lorsque les trois hommes auront été effectivement libérés et que la voix de la radio libyenne se sera calmée, rien, apparemment, ne s'opposera plus au retour à son poste de l'ambassadeur tunisien à Tripoli.

MICHEL DEURÉ.**TUNISIE****Renforts à la
frontière libyenne**

L'armée tunisienne a dépêché d'importants renforts aux frontières avec la Libye, en raison d'une concentration de troupes libyennes dans ces zones frontalières depuis mardi dernier. Une incursion de soldats libyens en territoire tunisien a provoqué mardi des escarmouches avec des militaires tunisiens, marquées par quelques tirs de sommation de part et d'autre. Des hélicoptères de l'armée libyenne ont survolé mardi et mercredi la frontière tunisienne.

LE MONDE — Mardi 29 mai 1984

● *La Libye rappelle son ambassadeur à Tunis.* — La Libye a rappelé, la semaine passée, son ambassadeur à Tunis, M. Jomaa Fezzani, en invoquant la fin de sa mission. Aucune nouvelle détérioration n'ayant été enregistrée dans les relations entre les deux pays, cette décision paraît constituer une mesure de réciprocité au rappel de l'ambassadeur tunisien à Tripoli à la suite de l'enlèvement, à la frontière, de trois gardes nationaux tunisiens. Tunis exige leur libération avant la normalisation des rapports bilatéraux. Bien que promise formellement voici dix jours par le chef de la diplomatie libyenne, M. Triki (*le Monde* du 23 mai), celle-ci n'est toujours pas intervenue. — (*Corresp.*)